

Souveraineté, république et socialisme

jeudi 2 juillet 2020, par [Denis COLLIN](#)

Ces trois mots sont indissociables.

La souveraineté, c'est le pouvoir au-dessus duquel il n'est aucun autre pouvoir. C'est et ce ne peut être que la souveraineté du peuple, sinon c'est la souveraineté d'un homme, d'un petit nombre d'hommes ou celle d'un État étranger, et donc ce n'est pas la souveraineté. Et la souveraineté, c'est la capacité du peuple de décider lui-même comment il veut construire son propre avenir. C'est donc la souveraineté d'un peuple qui se fait peuple, c'est-à-dire nation. Pour les peuples d'Europe, la souveraineté suppose la destruction de cette « prison des peuples » qu'est l'Union européenne. Si Europe il y a, elle ne peut être que l'Europe des traités passés entre nations libres et souveraines, donc des nations qui maîtrisent leur monnaie, leur budget, leur politique étrangère et donc leur armée. Il faut donc sortir de l'euro, éventuellement en faire une monnaie commune (et non une monnaie unique) et sortir de l'OTAN.

La souveraineté est la condition de la république : une république non souveraine est une république d'opérette ! Mais la république est aussi la condition de la souveraineté : si la république est d'abord le pouvoir souverain du peuple législateur, elle exclut donc toute subordination à pouvoir extérieur. En France, la république est moribonde, c'est une caricature de république, puisque son organe législateur, le Parlement, n'est qu'une chambre d'enregistrement qui soit traduit en droit français les directives européennes, soit adopte les lois que le gouvernement lui a demandé d'adopter, soit transfère directement au gouvernement son pouvoir législatif par le système des ordonnances. Il n'y a pas de république sans retour à la république parlementaire et sans que la représentation du peuple ne retourne au vieux principe démocratique, « un homme, une voix », ce qui n'est possible que par l'élection des parlementaires au scrutin proportionnel. C'est parce qu'il n'y a pas de république en France, parce que le pouvoir souverain de la nation n'est plus qu'un souvenir que nous sommes sous la coupe des « technocrates de Bruxelles » qui ne sont rien d'autre que les marionnettes de nos propres politiciens nationaux.

Enfin si la république est vraiment conforme à son idéal, elle fait valoir au premier chef le bien commun, c'est-à-dire le bien de la masse du peuple, le bien des « petites gens », de ceux qui se lèvent tôt pour gagner leur vie, de tous ceux dont on a vu combien ils étaient indispensables pendant l'épidémie de la Covid. C'est aussi une république qui protège tous les citoyens contre la domination, la domination politique, mais aussi la domination économique. C'est donc une république sociale. Comme le disait Jaurès, le socialisme, c'est la république jusqu'au bout ! Et si elle ne va pas jusqu'au bout, la république dépérit, se transforme en guerre des communautés, en individualisme égoïste et finalement en oligarchie. Bref, vouloir la souveraineté sans la république, c'est se moquer du monde. Vouloir la république sans aller au socialisme, c'est accepter par avance que la république soit bafouée par les puissances de l'argent. Rien de plus urgent que de tirer les conclusions pratiques de ces raisonnements.

Denis Collin, le 2 juillet 2020

Lire ou relire : Denis Collin, *Revive la République*, Armand Colin, 2005